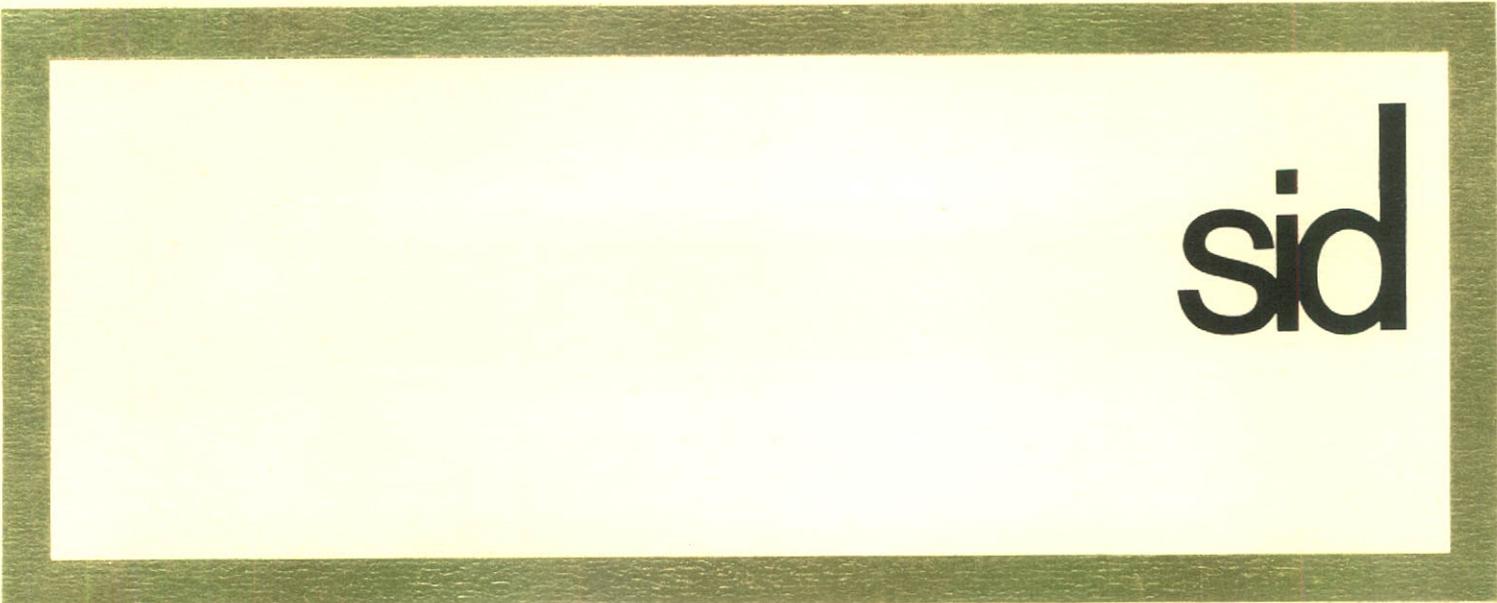


2

RAPPORT ANNUEL 1976

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT DESJARDINS



sid

UNE INSTITUTION DU MOUVEMENT DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS

HOWARD ROSS LIBRARY
OF MANAGEMENT
MAY 27 1977
MCGILL UNIVERSITY

LA sid

ET SON RAPPORT ANNUEL

1976

Sommaire

Conseil d'administration.....	3
Message du président.....	4
Commentaires du vice-président exécutif.....	5
Rapport des vérificateurs.....	7
Bilan consolidé 31 décembre 1976.....	8
État consolidé des bénéfices non répartis.....	10
État consolidé de bénéfice.....	11
État consolidé de l'évolution de la situation financière.....	12
Notes aux états financiers consolidés.....	13

Conseil d'administration

- MM. * Jean-Marie Ouellet - Président
Président
Union régionale de Québec
- * Guy Bernier - Vice-président
Président
Union régionale de Montréal
- * Henri-Paul Trudel - Trésorier
Directeur général
Union régionale de Trois-Rivières
- Raymond Beaugrand
Vice-président exécutif
Société d'investissement Desjardins
- A.-Hervé Hébert
Président
Hébert, Le Houillier et Associés Inc.
- * François Richard
Directeur général
Union régionale de Montréal
- G.-Roger Roy
Président
Union régionale de Sherbrooke
- Raymond Audet
Directeur général
Union régionale de Gaspé
- * Lucien Viau
Administrateur

Me Robert Lalande
Secrétaire

Mme Micheline M.-Lamontagne
Secrétaire-adjoint

* Membres du Comité exécutif

Message du président

Depuis la publication de notre rapport financier pour l'année 1975, des changements se sont produits au sein de notre Conseil d'administration. Monsieur Armand Parent n'ayant pas sollicité de renouvellement de mandat a été remplacé par monsieur Raymond Audet, Directeur général de l'Union régionale de Gaspé. Au mois de novembre dernier, monsieur Claude Veilleux nous remettait sa démission et monsieur Guy Bernier, Président de l'Union régionale de Montréal, a été désigné pour le remplacer. De plus, monsieur Raymond Beaugrand a été nommé Vice-président exécutif. Je remercie ceux qui nous ont quittés et tous mes collègues du Conseil pour leur dévouement.

Au cours de l'année, les opérations de Crédit Industriel Desjardins Inc. ont débuté. De ce fait, nous réalisons un projet mis de l'avant lors de la formation de la Société d'investissement Desjardins. Ainsi, nous scindons deux fonctions, celles d'investisseur et prêteur.

Je veux souligner l'apport financier très important des Unions régionales et de quelques Institutions qui ont souscrit, sur une période de trois ans,

\$36 millions. Les derniers versements ont été faits le 1er octobre 1976. Je remercie tous les souscripteurs de leur fidélité à remplir leurs engagements.

On se souviendra qu'il avait été convenu que nous ferions appel au marché public pour assurer la continuité de nos opérations. Après des études sérieuses, nous en sommes venus à une entente avec des courtiers et en novembre dernier, ceux-ci vendaient \$15 millions de titres de Crédit Industriel Desjardins Inc. sur le marché. Nous pouvons dire qu'il s'agit là d'un témoignage de confiance non équivoque à l'endroit du Mouvement des Caisses populaires Desjardins.

En terminant, qu'il me soit permis de rendre hommage à tous les membres du personnel qui s'acquittent de leurs fonctions en mettant au service de la clientèle leur compétence et leur dévouement. Mes collègues et moi-même vous assurons de notre entière collaboration dans la poursuite des objectifs qui ont présidé à la fondation de la Société d'investissement Desjardins.

Jean-Marie Ouellet
Président

Commentaires du vice-président exécutif

L'année 1976 marque la fin de la première période de trois ans d'existence de la Société et revêt de ce fait un caractère spécial.

L'on se rappellera en effet que l'on avait fixé à trois ans la période initiale au cours de laquelle l'on se proposait, entre autres, de souscrire et payer le capital-actions de la Société qui avait été fixé à \$20 millions, en même temps qu'une débenture au montant de \$16 millions, soit au total \$36 millions ou approximativement 1% des actifs du Mouvements des Caisses populaires Desjardins au 31 décembre 1973. Tel était le but que l'on s'était fixé tard à l'automne 1973.

La fin de cette période constitue donc en soi une invitation à faire le point, à considérer le chemin parcouru et peut-être, à remettre en question certaines politiques, certains buts que l'on s'était fixés il y a maintenant trois ans.

Même si les buts visés demeurent essentiellement les mêmes, les moyens à prendre pour les atteindre peuvent être différents, attendu l'évolution très rapide de la conjoncture socio-économique, d'où l'importance de bien se situer dans le temps et dans le contexte.

Ce sera là sûrement le sujet de plusieurs débats au cours de l'année qui débute. Le dynamisme de la société d'aujourd'hui nous y oblige.

Tel que défini dans le rapport «Orientation Générale», l'action de la SID comportait trois volets, à savoir:

- le prêt industriel et commercial qui devait nous permettre de rentabiliser et de régionaliser notre action;
- l'investissement qui était et demeure la fonction première, la raison d'être de la Société et finalement,
- le conseil, activité qui découlait des deux premières et que l'on exercerait, pour le moment du moins, que sur demande et à l'intérieur du Mouvement.

Sans contredit, le premier volet de notre action mentionné est celui auquel nous avons consacré le plus de temps et d'énergie durant ces trois

premières années. Les résultats obtenus d'ailleurs le prouvent et le justifient.

Nous avons reçu et analysé, au cours de cette période, 745 requêtes d'emprunt pour un montant de \$254,297,000. En 1976 seulement, 310 requêtes ont été reçues pour un montant de \$98,703,000.

De ces requêtes, 137 en trois ans, dont 60 au cours de la dernière année, ont été autorisées et acceptées pour des montants respectifs de \$47,108,000 et \$18,878,000.

Ce volume et ce nombre de prêts, en plus de répondre à un besoin réel des petites et moyennes entreprises, nous aura permis au surplus de régionaliser notre action et de bien établir la rentabilité de la Société.

Régionaliser, parce que comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, nous sommes présents partout au Québec et plus que l'an dernier puisque notre portefeuille a augmenté de \$16,348,000 à \$29,573,000; rentabiliser notre action, puisque nous avons pu accumuler des bénéfices non répartis de \$562,000 après avoir absorbé tous nos frais d'établissement et constitué une provision pour pertes éventuelles de \$702,291.

Enfin, toute cette énergie, tout ce temps et ces efforts que nous avons consacrés à cette fonction depuis trois ans nous ont permis de franchir une étape majeure et décisive l'automne dernier en formant une filiale, Crédit Industriel Desjardins Inc., qui assurera dorénavant notre présence dans le domaine du prêt industriel et commercial à long terme.

L'accueil fait à la première émission de billets garantis de notre filiale sur les marchés financiers, de même que la participation de la Banque Provinciale du Canada au capital-actions de Crédit Industriel Desjardins Inc. attestent de la vitalité du premier investissement de votre Société.

Par ailleurs, mis à part ce premier investissement que constitue CID, nous devons constater que tout reste à faire en ce qui a trait à l'investissement, le deuxième volet mentionné de nos fonctions.

Notre participation au financement de Magnétisme Digital Ltée, par le biais de Core Data Products Ltd, s'est avérée beaucoup plus coûteuse que prévue par suite du manque de liquidité de l'actionnaire majoritaire au moment de la mise en opération de l'usine.

En ce qui concerne le troisième volet de nos fonctions, nous avons, au cours de ces trois premières années, agi à titre d'expert-conseil auprès de la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins et de trois Unions régionales, toujours concernant des dossiers plutôt complexes et socialement, sinon épineux, du moins délicats.

L'on me permettra d'en nommer un qui est, de toute façon, déjà de notoriété publique, Tricofil. Nous avons agi dans ce dossier successivement à titre de conseiller d'abord, de négociateur par la suite lors de l'achat des usines par Tricofil et finalement, à titre de prêteur en participant au financement de l'acquisition de ces usines par voie de souscription à une obligation première hypothèque.

L'actif consolidé de la Société atteint un nouveau sommet de \$56,771,673 à la clôture de l'exercice, soit une augmentation de plus de \$30,000,000 par rapport à l'exercice précédent.

Cette augmentation est principalement due à l'accroissement substantiel du nombre et du volume de prêts de notre filiale, CID, de même qu'au remboursement des avances qui lui avaient été consenties, remboursement qui a été rendu possible grâce à une émission de billets garantis sur les marchés financiers publics.

Par contre, la provision pour pertes éventuelles est passée de \$269,880 à \$702,291 reflétant principalement l'accroissement du portefeuille à long terme.

Au passif apparaît, entre autres, l'excédent non amorti de la valeur comptable d'une filiale sur le coût d'acquisition, \$83,334. En fait, ce montant représente le résidu du bénéfice réalisé lors de la vente d'actions ordinaires de notre filiale, CID. Ce montant sera complètement amorti au cours des deux prochaines années.

Les revenus bruts d'exploitation se sont accrus de \$2,231,402 en 1975 à \$5,049,440 en 1976. Par contre, les frais d'opération qui incluent le coût des ventes, les frais financiers et les frais administratifs, se sont également accrus au cours de la même période de \$1,547,344 à \$3,934,027 laissant un bénéfice avant postes exceptionnels, impôts sur le revenu et intérêts minoritaires de \$1,115,413 comparativement à \$684,058 l'an dernier.

Le bénéfice net de l'exercice s'établit à \$248,337 par suite de la radiation de la totalité des frais de mise en exploitation ainsi que de l'achalandage de consolidation d'une filiale.

L'année 1976 revêt une importance capitale dans la courte histoire de notre Société. Nous avons en effet atteint et même dépassé les objectifs fixés grâce d'une part à l'enthousiasme et à la volonté de réussir d'un personnel peu nombreux mais dévoué et bien décidé à relever le défi posé. C'est croyons-nous dans la tradition du MCPD qu'il en soit ainsi et nous en sommes fiers.

Le support moral et financier de nos actionnaires qui ont continué de nous faire parvenir leurs souscriptions tout au long de ces trois premières années, respectant scrupuleusement les engagements pris, a constitué, à n'en pas douter, une source d'encouragement tout au long de cette période et une garantie pour l'avenir.

Raymond Beaugrand
Vice-président exécutif

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de
Société d'investissement Desjardins

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Société d'investissement Desjardins et de ses filiales au 31 décembre 1976 ainsi que les états consolidés de bénéfice, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice annuel terminé à cette date et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification des états financiers de Société d'investissement Desjardins et de la filiale dont nous sommes vérificateurs a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. Nous nous en sommes remis à l'opinion des vérificateurs qui ont vérifié les états financiers de l'autre filiale.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables des Compagnies, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière des Compagnies au 31 décembre 1976 ainsi que les résultats de leur exploitation et l'évolution de leur situation financière pour l'exercice annuel terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Maheu, Noizeux & Associés

Comptables agréés

Le 13 février 1977

Bilan consolidé 31 décembre 1976

ACTIF

	<u>1976</u>	<u>1975</u>
Court terme		
Encaisse	\$ 37,363	\$ 141,265
Billets et dépôts à terme	21,845,780	7,810,806
Intérêts courus à recevoir	441,901	351,120
Comptes à recevoir et autres actifs	231,634	14,161
Stocks de marchandises	553,379	—
Montant du long terme encaissable au cours du prochain exercice (notes 2, 3)	2,642,940	1,256,090
	<u>25,752,997</u>	<u>9,573,442</u>
Long terme		
Prêts consentis et déboursés (note 2)	32,120,581	17,842,958
Montants à recevoir en vertu de contrats de location, déduction faite du revenu non gagné de \$573,929 (note 3)	729,625	—
Éléments d'actifs achetés en vertu d'engagements de location	47,207	30,942
Valeur résiduelle estimative des actifs en location	21,003	—
	32,918,416	17,873,900
Provision pour pertes éventuelles	702,291	269,880
	32,216,125	17,604,020
Montant porté à court terme	2,642,940	1,256,090
	<u>29,573,185</u>	<u>16,347,930</u>
Placement, au coût	<u>—</u>	<u>187,800</u>
Immobilisations (note 4)	<u>954,209</u>	<u>35,191</u>
Autres postes		
Frais d'émission de la dette à long terme, au coût amorti	490,752	—
Frais de constitution	530	—
Frais reportés	—	30,058
	<u>491,282</u>	<u>30,058</u>
	<u>\$56,771,673</u>	<u>\$26,174,421</u>

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION


Administrateurs

PASSIF

	<u>1976</u>	<u>1975</u>
Court terme		
Chèques en circulation	\$ 232,550	\$ 145,764
Emprunts bancaires garantis (note 5)	1,413,500	800,000
Comptes à payer et frais courus	886,736	66,494
Intérêts courus sur débetures	363,940	243,140
Impôts sur le revenu à payer	220,406	284,880
Versements sur la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 6)	69,530	—
	<u>3,186,662</u>	<u>1,540,278</u>
Dette à long terme (note 6)	<u>31,402,972</u>	<u>10,724,800</u>
Crédits reportés		
Impôts sur le revenu reportés	151,000	—
Excédent non amorti de la valeur comptable d'une filiale sur le coût d'acquisition	83,334	—
	<u>234,334</u>	<u>—</u>
Intérêts minoritaires	<u>1,151,196</u>	<u>—</u>

AVOIR DES ACTIONNAIRES

Capital-actions (note 7)	20,214,600	13,499,800
Surplus d'apport		
prime sur actions ordinaires, classe «B»	19,770	19,770
Bénéfices non répartis	562,139	389,773
	<u>20,796,509</u>	<u>13,909,343</u>
	<u>\$56,771,673</u>	<u>\$26,174,421</u>

État consolidé des bénéfices non répartis

Exercice annuel terminé le 31 décembre 1976

	<u>1976</u>	<u>1975</u>
Bénéfices non répartis au début	\$389,773	\$ 14,903
Redressement des exercices antérieurs	<u>—</u>	<u>9,188</u>
Bénéfices non répartis redressés	389,773	5,715
Bénéfice net de l'exercice	<u>248,337</u>	<u>384,058</u>
	<u>638,110</u>	<u>389,773</u>
Attribution de l'excédent de la perte d'une filiale sur la participation en actions des intérêts minoritaires	70,971	—
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	<u>5,000</u>	<u>—</u>
	<u>75,971</u>	<u>—</u>
Bénéfices non répartis à la fin	<u>\$562,139</u>	<u>\$389,773</u>

État consolidé de bénéfice

Exercice annuel terminé le 31 décembre 1976

	<u>1976</u>	<u>1975</u>
Revenus bruts d'exploitation	<u>\$5,049,440</u>	<u>\$2,231,402</u>
Frais d'opération		
Coût des ventes	<u>854,698</u>	<u>—</u>
Frais financiers		
Intérêts sur emprunts à long terme	1,338,681	771,430
Intérêts sur emprunts à court terme	46,323	6,978
	<u>1,385,004</u>	<u>778,408</u>
Frais administratifs		
Virement à la provision pour pertes éventuelles	447,108	235,880
Salaires et avantages sociaux	722,176	310,790
Loyer et frais locatifs	77,593	29,748
Frais de bureau	107,588	60,817
Honoraires aux administrateurs	32,140	15,325
Vérification, actes et consultations juridiques	108,223	50,011
Amortissement des immobilisations	87,787	15,103
Autres frais	111,710	51,262
	<u>1,694,325</u>	<u>768,936</u>
Bénéfice avant postes exceptionnels, impôts sur le revenu et intérêts minoritaires	<u>1,115,413</u>	<u>684,058</u>
Postes exceptionnels		
Radiation des frais de mise en exploitation	517,896	—
Radiation de l'achalandage de consolidation	141,387	—
Amortissement de l'excédent de la valeur comptable d'une filiale sur le coût d'acquisition	(41,666)	—
	<u>617,617</u>	<u>—</u>
Impôts sur le revenu		
Exigibles	193,100	300,000
Reportés	151,000	—
	<u>344,100</u>	<u>300,000</u>
Bénéfice avant Intérêts minoritaires	<u>153,696</u>	<u>384,058</u>
Intérêts minoritaires	<u>94,641</u>	<u>—</u>
Bénéfice net de l'exercice	<u>\$ 248,337</u>	<u>\$ 384,058</u>

État consolidé de l'évolution de la situation financière

Exercice annuel terminé le 31 décembre 1976

	<u>1976</u>	<u>1975</u>
Provenance des fonds		
Fonds provenant de l'exploitation		
Bénéfice net de l'exercice	\$ 248,337	\$ 384,058
Postes n'exigeant aucun mouvement de fonds		
Virement à la provision pour pertes éventuelles	447,108	235,880
Amortissement des immobilisations	87,787	15,103
Amortissement de l'excédent de la valeur comptable d'une filiale sur le coût d'acquisition	(41,666)	—
Impôts sur le revenu reportés	151,000	—
Intérêts minoritaires	(94,641)	—
	<u>797,925</u>	<u>635,041</u>
Autres postes affectant le fonds de roulement		
Émission d'actions ordinaires, classe «B»	6,714,800	6,886,570
Augmentation de dettes à long terme	20,678,172	5,484,000
Émission de capital-actions à des intérêts minoritaires	1,117,197	—
Excédent de la valeur comptable d'une filiale sur le coût d'acquisition	125,000	—
Attribution de la perte d'une filiale aux intérêts minoritaires	57,669	—
Réduction du solde de l'actif net	182,118	(34,471)
	<u>28,874,956</u>	<u>12,336,099</u>
	<u>29,672,881</u>	<u>12,971,140</u>
Utilisation des fonds		
Postes affectant le fonds de roulement		
Frais d'émission de la dette à long terme et de constitution	491,282	—
Acquisitions d'immobilisations et d'éléments d'actifs achetés en vertu de contrats de location	1,023,030	45,723
Acquisition de placement	—	187,800
Déboursés nets sur les prêts et contrats de location	13,620,398	10,126,097
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	5,000	—
	<u>15,139,710</u>	<u>10,359,620</u>
Augmentation du fonds de roulement	<u>\$14,533,171</u>	<u>\$ 2,611,520</u>

Notes aux états financiers consolidés

1- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Société d'investissement Desjardins et de ses filiales Crédit Industriel Desjardins Inc. et Core Data Products Ltd. et sa filiale.

L'excédent de la valeur comptable de Crédit Industriel Desjardins Inc. sur le coût d'acquisition des actions est amorti sur une période de 3 ans. L'achalandage de consolidation de Core Data Products Ltd. a été radié des livres au cours de l'exercice.

b) Détermination des revenus bruts d'exploitation

Les revenus bruts d'exploitation sur les prêts accordés à des entreprises sont déterminés suivant la méthode de l'intérêt simple calculé sur les soldes décroissants.

Les revenus de location non gagnés représentent l'excédent du montant brut à recevoir des contrats de location sur le coût des éléments d'actifs loués, déduction faite de leur valeur résiduelle estimative. Ces revenus sont inscrits aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et sont portés aux revenus en montants mensuels directement proportionnels au solde résiduel du placement non recouvré dans l'actif relatif à la location.

c) Stocks de marchandises

Les produits finis et les produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation et les matières premières au moindre du coût et du coût de remplacement.

d) Amortissement des immobilisations

Les Compagnies ont adopté la politique d'amortir les immobilisations selon la méthode de l'amortissement sur le solde dégressif, à l'exception des améliorations locatives amorties selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée des baux. Les taux suivants ont été utilisés

Équipement et outillage	20%
Mobilier et agencement	20%

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

e) Provision pour pertes éventuelles

Les prêts consentis et déboursés ainsi que les montants à recevoir en vertu de contrats de location sont révisés mensuellement par l'administration. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, sont radiées dans la période. C'est aussi la politique des Compagnies d'établir une provision pour pertes éventuelles sur les prêts et les contrats de location en cours.

f) Frais d'émission de la dette à long terme

L'escompte et les frais relatifs à l'émission de la dette à long terme sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'émission.

g) Frais de mise en exploitation

Les frais de mise en exploitation de la filiale de Core Data Products Ltd. ont été entièrement imputés aux résultats de l'exercice.

h) Impôts sur le revenu reportés

Les impôts sur le revenu reportés représentent les impôts correspondant à l'écart relatif à l'amortissement des frais d'émission de la dette à long terme ainsi qu'aux écarts entre les revenus de location et l'allocation du coût en capital.

2- PRÊTS CONSENTIS ET DÉBOURSÉS

La dette des emprunteurs est représentée par des hypothèques, obligations, débentures ou contrats de prêts garantis par des charges spécifiques et/ou flottantes et/ou des cautionnements. Les prêts à recevoir ne sont pas considérés comme rapidement négociables et échoient sur des périodes d'une durée maximum de 15 ans dont environ \$2,443,350 échoient au cours des douze prochains mois.

3- LOCATION

Du montant brut à recevoir aux termes des contrats de location pour un total de \$1,303,554, une somme de \$199,590 échoit au cours des douze prochains mois.

4- IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortis- sement accumulé	Valeur nette	
			1976	1975
Équipement et outillage	\$ 732,951	\$50,735	\$682,216	\$ —
Mobilier et agencement	148,667	38,815	109,852	31,014
Améliorations locatives	172,109	9,968	162,141	4,177
	<u>\$1,053,727</u>	<u>\$99,518</u>	<u>\$954,209</u>	<u>\$35,191</u>

5- EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires de Core Data Products Ltd. et de sa filiale sont garantis par le transport général des comptes à recevoir et du stock et par des obligations, hypothèque générale, pour un montant de \$750,000, comportant une charge flottante sur tous ses biens présents et futurs.

6- DETTE À LONG TERME

	1976	1975
Déventures, Série «A», 9% payable le 1er avril et le 1er octobre, rachetables par anticipation, échéant le 31 mars 1989	\$16,087,200	\$10,724,800
Billets garantis, Série «A», 10¼%, échéant le 15 décembre 1981	9,250,000	—
Billets garantis, Série «B», 10½%, rachetables à leur valeur nominale plus une prime, échéant le 15 décembre 1986	5,750,000	—
Obligations première hypothèque, 13%, comportant une charge flottante sur tous les biens présents et futurs, remboursables par versements mensuels de \$2,500 suivis, à partir du 15 avril 1977, de 50 versements mensuels de \$5,500, échéant le 15 mai 1981	285,000	—
Effet à payer, 12%, remboursable par 120 versements mensuels, à partir de janvier 1977, échéant en décembre 1986	100,302	—
	31,472,502	10,724,800
Moins:		
versements échéant au cours du prochain exercice	69,530	—
	\$31,402,972	\$10,724,800

Les exigences maximums des fonds de remboursement et le maximum requis pour rencontrer l'échéance des billets garantis au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	Exigences maximums des fonds de remboursement	Échéance	Total
1977	\$300,000	\$ —	\$ 300,000
1978	300,000	—	300,000
1979	300,000	—	300,000
1980	300,000	—	300,000
1981	115,000	8,510,000	8,625,000

7- CAPITAL-ACTIONS

	1976	1975
Autorisé:		
400,000 actions privilégiées, dividende 7% non cumulatif, rachetables, sans droit de vote, valeur nominale \$100 chacune		
10,000 actions ordinaires, classe «A», valeur nominale \$100 chacune ne pouvant être souscrites que par la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins		
590,000 actions ordinaires, classe «B», sans droit de vote, valeur nominale \$100 chacune		
Émis et payé:		
471 actions ordinaires, classe «A»	\$ 47,100	\$47,100
201,675 actions ordinaires, classe «B» dont 67,148 émises au cours de l'exercice pour une considération de \$6,714,800		
	20,167,500	13,452,700
	\$20,214,600	\$13,499,800

8- ENGAGEMENTS

Les Compagnies avaient consenti des prêts non déboursés en fin d'exercice pour un montant de \$10,143,996 dont \$2,700,000 était sujet à l'acceptation par les requérants.

Une Compagnie est liée par l'achat d'éléments d'actifs au coût de \$82,985 dont la somme de \$47,207 a été déboursée au 31 décembre 1976.

9- CHIFFRES COMPARATIFS

La présentation de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice courant.

SOCIÉTÉ
D'INVESTISSEMENT
DESJARDINS



1, complexe desjardins
bureau 1222
montréal, québec H5B 1B2